



TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2011

RAPPORT DE GESTION

GÉNÉRALITÉS

Le présent rapport de gestion constitue une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Medicago Inc. (« Medicago » ou la « société ») pour le trimestre clos le 31 mars 2011. Il doit être lu en parallèle avec les renseignements figurant dans les états financiers consolidés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 mars 2011 et les états financiers inclus dans le rapport annuel de 2010 de la société, lesquels sont préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Le rapport annuel 2010 de Medicago, la notice annuelle ainsi que plusieurs autres renseignements concernant la société sont disponibles sur le site de SEDAR à l'adresse internet suivante : www.sedar.com.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

ADOPTION DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (« IFRS »)

En 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que toutes les entreprises ayant une obligation d'information du public doivent adopter les IFRS au lieu des principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, et ce, à compter du 1^{er} janvier 2011 pour ce qui est des entités dont l'exercice coïncide avec l'année civile. À ce titre, les états financiers consolidés intermédiaires non audités au 31 mars 2011 et pour le trimestre clos à cette date ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board. En outre, notre état consolidé de la situation financière non audité au 1^{er} janvier 2010 de même que nos états financiers consolidés non audités comparatifs pour l'exercice 2010 ont été retraités de manière qu'ils reflètent l'adoption rétrospective des IFRS au 1^{er} janvier 2010 (la « date de transition »). Par conséquent, toute l'information financière comparative présentée dans ce rapport de gestion reflète l'application rétrospective cohérente des IFRS.

Les IFRS diffèrent à certains égards des PCGR du Canada. Une description complète du passage aux IFRS, y compris les rapprochements par rapport aux données précédemment présentées selon les PCGR du Canada, figure à la note 17 des états financiers consolidés intermédiaires non audités au 31 mars 2011 et pour les trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010, cette note étant intégrée par renvoi aux présentes.

INFORMATIONS ET DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent document contient certaines informations et déclarations prospectives qui constituent des « énoncés prospectifs » au sens de la législation canadienne sur les valeurs mobilières et qui peuvent être d'une grande importance en ce qui concerne, notamment, les opinions, les plans, les objectifs, les estimations, les intentions et les attentes de la société. Les informations et les déclarations prospectives peuvent en général être repérées par la présence de mots et d'expressions tels que « prévoir », « croire », « s'attendre à », « estimer », « projeter », « avoir l'intention de », « avoir pour objectif » et de verbes modaux comme « pouvoir » ou « devoir », de même que par l'utilisation du futur ou du conditionnel. Les énoncés prospectifs aux présentes portent notamment sur les résultats opérationnels et financiers futurs de la société, ses travaux de recherche et de développement, ses projets d'immobilisations et sa capacité à concrétiser ses stratégies opérationnelles et ses stratégies d'investissement et de financement d'avenir.

Ces informations et déclarations prospectives, de par leur nature, comportent nécessairement des risques et des incertitudes qui pourraient faire que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux envisagés dans ces énoncés prospectifs. Nous considérons que les hypothèses sur lesquelles ces énoncés prospectifs sont fondés sont raisonnables, mais mettons en garde le lecteur du fait que ces hypothèses à l'égard d'événements futurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté, peuvent se révéler incorrectes puisqu'elles sont soumises à des risques et à des incertitudes qui influent sur la société. Les informations contenues dans ce document sont datées du 26 mai 2011, date de l'approbation par le conseil du rapport de gestion et des états financiers consolidés.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ

Medicago vise à développer et à produire de manière efficace et compétitive des vaccins en utilisant son système exclusif d'expression à base de particules pseudo-virales (« PPV »). Medicago utilise son système d'expression transitoire pour produire un candidat-vaccin PPV contre le virus de la grippe pandémique et saisonnière à base de particules hautement immunogènes. Le système d'expression transitoire permet de produire des antigènes recombinants dans les cellules de plantes non transgéniques avec rapidité et à moindre coût que les technologies traditionnelles. Cette technologie permet de produire un vaccin pouvant être soumis aux essais rapidement après l'identification et la réception des séquences génétiques de la souche pandémique. Cet échéancier permettrait la vaccination de la population avant la première vague de pandémie et la production d'une quantité suffisante de vaccins pour qu'il soit possible de répondre à la demande des marchés mondiaux.

DÉVELOPPEMENTS CLÉS POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2011

ACTIVITÉS NON SECTORIELLES

MEDICAGO EST SÉLECTIONNÉE EN VUE D'UNE COLLABORATION AVEC L'IDRI RELATIVEMENT À UNE SUBVENTION DE PLUSIEURS MILLIONS DE DOLLARS ACCORDÉE À L'IDRI PAR LE DÉPARTEMENT DE LA DÉFENSE DES ÉTATS-UNIS

Medicago Inc. a été sélectionnée en vue d'une collaboration avec l'Infectious Disease Research Institute (l'« IDRI »), qui a obtenu une subvention de plusieurs millions de dollars de la Defense Advanced Research Projects Agency (la « DARPA ») du département de la Défense des États-Unis, en vue de la mise au point proposée d'un vaccin à dose unique contre la grippe H5N1 qui pourrait être administré rapidement et à grande échelle en cas de pandémie de grippe aviaire.

Cette importante subvention de la DARPA vise un essai clinique de phase I portant sur un vaccin H5 intradermique combiné à l'adjuvant GLA de l'IDRI. Ce projet, qui doit s'étaler sur un an, combine le vaccin à particules pseudo-virales H5 à base de plantes de Medicago à l'adjuvant vaccinal de l'IDRI ainsi qu'à un appareil d'injection à micro-aiguille. La combinaison de ces trois technologies pourrait améliorer la protection contre le virus, réduire la quantité de produit requise et simplifier la distribution et l'administration du vaccin.

MEDICAGO REÇOIT UN DEUXIÈME PAIEMENT D'ÉTAPE DE 3,8 MILLIONS DE DOLLARS DU DÉPARTEMENT DE LA DÉFENSE DES ÉTATS-UNIS

Medicago USA Inc., filiale détenue totalement par Medicago Inc., a reçu le deuxième paiement d'étape de 3,8 millions de dollars US de la DARPA. Ce paiement fait partie de la subvention de 21 millions de dollars US octroyée par la DARPA à Medicago pour que cette dernière démontre la fabrication adaptable de ses vaccins à particules pseudo-virales à base de plantes aux États-Unis aux termes d'une convention d'investissement technologique. Medicago a reçu jusqu'à maintenant la somme de 10,7 millions de dollars US aux termes de cette convention.

En août 2010, Medicago a reçu de la DARPA une subvention de 21 millions de dollars US visant l'aménagement d'un laboratoire de 90 000 pieds carrés respectant les normes cGMP dans le Research Triangle Park de la Caroline du Nord. Le laboratoire est actuellement en voie de construction. Il s'agira de grandes installations d'avant-garde permettant l'utilisation rentable et à grande échelle du procédé PPV à base de plantes de Medicago pour la fabrication de vaccins respectant les normes cGMP. Medicago a l'intention de démontrer sa capacité à produire 10 millions de doses par mois de vaccins contre la grippe, tout en conservant des possibilités de production d'encore plus de doses. Ce projet de la DARPA fait partie du projet pilote « Blue Angel » d'intervention rapide en matière de vaccins contre la grippe, qui vise la mise au point de nouvelles manières de produire en moins de trois mois de grandes quantités de protéines entrant dans la fabrication de vaccins de qualité supérieure en réponse aux nouvelles menaces biologiques.

La société a respecté toutes les étapes de l'échéancier jusqu'à présent, et son laboratoire de fabrication de vaccins aux États-Unis devrait être mis en service au second semestre de 2011.

MISE À JOUR RELATIVEMENT AUX OCCASIONS DE PARTENARIAT

Nous poursuivons notre stratégie de partenariat avec des pays et des sociétés pharmaceutiques intéressés à investir dans des technologies plus rapides et économiques pour produire des vaccins contre les gripes pandémique et saisonnière. Avec un accord maintenant en place en Amérique du Nord (DARPA), nous concentrons maintenant nos efforts en Europe et en Asie. Notre stratégie consiste à conclure des protocoles d'entente afin d'explorer la structure d'affaires possible avant d'engager des ressources

ou de consentir des droits. Nous favoriserons des partenariats ayant un potentiel de revenu significatif à court terme afin de soutenir le développement de notre technologie et la création de valeur pour les actionnaires.

PRODUITS EN DÉVELOPPEMENT

VACCIN PPV CONTRE LE VIRUS DE LA GRIPPE PANDÉMIQUE AVIAIRE H5N1

Medicago publie des résultats intermédiaires positifs pour l'essai clinique de phase II

Medicago a annoncé des résultats intermédiaires positifs pour l'essai clinique de phase II chez l'humain de son candidat vaccin PPV contre la grippe aviaire H5N1. Le vaccin a été bien toléré par les sujets, il a induit une solide réponse immunitaire et son innocuité a été démontrée.

L'essai clinique portait sur 135 volontaires sains à qui on a administré le vaccin de Medicago à trois dosages différents pour déterminer la dose optimale. Aucun effet indésirable digne de mention n'a été déploré au cours de l'essai; le vaccin a démontré qu'il était sécuritaire et bien toléré à tous les dosages. Les réactions localisées ont été bénignes et comparables d'un groupe de vaccination contre le virus H5N1 à un autre. Pour le groupe d'âge de 18 à 49 ans ayant reçu une dose de 20 microgrammes, 82 % des sujets ont développé une réponse immunitaire contre le virus H5N1 après la deuxième injection, 65 % des sujets ont présenté une multiplication par quatre des titres IH en comparaison avec les valeurs initiales, et 65 % des sujets ont montré un titre d'anticorps séroprotecteur approprié. Tous les sujets avaient obtenu des résultats négatifs au test de dépistage d'anticorps contre la souche A/Indonésie du virus H5N1 avant la vaccination, et aucune réponse n'a été observée chez les sujets ayant reçu le placebo. Ces résultats montrent que le vaccin H5N1 de Medicago induit une forte réaction d'inhibition de l'hémagglutination (IHA) par les anticorps contre la souche H5N1. Les anticorps induits par le vaccin H5N1 se sont également révélés capables de réagir à plusieurs souches de la grippe aviaire H5N1, indiquant le potentiel de protection croisée des vaccins de Medicago. Conformément à la méthodologie initiale, le suivi des effets indésirables continuera pendant une période de six mois suivant l'administration de la deuxième dose du vaccin.

En se basant sur les résultats intermédiaires de l'essai de phase II, un comité a choisi la dose optimale de 20 microgrammes qui sera utilisée pour procéder à la partie B de l'essai clinique de phase II du vaccin H5N1. Dans ce second volet de l'essai, 120 adultes en santé recevront soit une injection du vaccin H5N1 à la dose optimale, soit un placebo. Les résultats finaux de ce second volet sont attendus d'ici la fin du deuxième trimestre de 2011.

VACCIN CONTRE LA GRIPPE H1N1 ET LA GRIPPE SAISONNIÈRE

Medicago entreprend l'étude clinique de phase I de son vaccin contre la grippe H1N1 et la grippe saisonnière aux États-Unis

Medicago a obtenu l'autorisation de la Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis pour effectuer une étude clinique de phase I sur son candidat vaccin PPV dirigé contre la grippe H1N1 aux États-Unis. La société a commencé l'étude clinique le 21 mars 2011. Cette étude de phase I permettra ensuite à Medicago d'entreprendre une étude clinique de phase IIa aux États-Unis pour son vaccin trivalent contre la grippe saisonnière contenant les souches grippales recommandées H1N1, H3N2 et B, que la société a prévu commencer plus tard en 2011.

L'étude de phase I est multicentrique, à répartition aléatoire, conduite en double insu avec différents dosages et contrôlée par placebo en plus d'être comparée à un vaccin commercial. Elle vise à évaluer l'innocuité, la tolérabilité et l'immunogénicité d'une dose unique du vaccin H1N1 sans adjuvant auprès de 100 adultes en bonne santé âgés de 18 à 49 ans. Les sujets recevront aléatoirement l'une des injections suivantes : un placebo, le vaccin H1N1 de Medicago, ou un vaccin H1N1 provenant d'un vaccin trivalent homologué. Les premiers résultats sur l'innocuité et l'immunogénicité devraient être obtenus d'ici la fin du deuxième trimestre. Les données viendront appuyer la mise au point du vaccin PPV contre la grippe saisonnière de la société aux États-Unis.

AUTRES PRODUITS

Medicago annonce le début d'une collaboration avec une multinationale pharmaceutique du premier décile à l'échelle mondiale pour la mise au point d'un candidat vaccin contre une autre maladie que la grippe

Après la fin du premier trimestre, Medicago Inc. a conclu une convention de collaboration en matière de recherche visant la mise au point d'un candidat vaccin contre une maladie autre que la grippe avec une société pharmaceutique figurant parmi les dix plus grandes au monde.

Selon les termes de cette convention, Medicago appliquera son système d'expression transitoire à la mise au point d'un candidat vaccin dont l'application n'a pas été divulguée. Medicago pourra recevoir des paiements à la réalisation d'étapes précisées dans le contrat.

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 5 avril 2011, la société a clôturé le placement de 34 117 600 unités (chacune, une « unité ») au prix de 0,51 \$ l'unité, pour un produit brut de 17 399 976 \$ (le « placement »). Philip Morris Investments BV, un initié de la société, a participé au placement et fait l'acquisition de 17 058 800 unités.

Chaque unité est composée d'une action ordinaire (une « Action ordinaire ») et d'un quart de bon de souscription d'action ordinaire (chacun, un « bon de souscription »). Chaque bon de souscription entier aura un prix d'exercice de 0,75 \$ et pourra être exercé pendant une période de 24 mois après la date de clôture du placement. Les bons de souscription sont assujettis à une expiration anticipée si, en tout temps après la clôture du placement, le cours de clôture publié des actions ordinaires à la TSX est égal ou supérieur à 1,00 \$ pendant 30 jours de séance consécutifs, auquel cas, la société peut remettre aux porteurs un avis écrit indiquant que les bons de souscription expireront à 17 h (heure à Montréal) le trentième jour de la réception de cet avis.

Le produit net du placement sera affecté à la poursuite du développement clinique des vaccins contre la grippe à particules pseudo-virales (« PPV ») à base de plantes de la société, au financement du développement de nouveaux produits candidats et aux autres besoins généraux et au fonds de roulement de l'entreprise.

INFORMATION CONSOLIDÉE CHOISIE

| | 31 mars 2011 | 31 mars 2010 |
|--|-------------------------|-------------------------|
| | \$ | \$ |
| COMPTE CONSOLIDÉ DE RÉSULTAT | | |
| Produits des activités ordinaires | - | 34 000 |
| Résultat net de la période | | |
| \$ | 5 051 000 | 3 742 000 |
| De base et diluée par action | 0,04 | 0,03 |

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

| | 31 mars 2011 | 31 décembre 2010 |
|---|-------------------------|-----------------------------|
| Trésoreries et équivalents de trésorerie et placements à court terme | 6 948 000 | 8 521 000 |
| Total de l'actif | 19 956 000 | 21 313 000 |
| Total du passif à long terme¹⁾ | 15 731 000 | 15 672 000 |

1) Le total du passif à long terme inclut la partie courante de la dette à long terme.

COMPARAISON ENTRE LES TRIMESTRES CLOS LES 31 MARS 2011 ET 2010

COMPTES CONSOLIDÉS DE RÉSULTAT

Produits des activités ordinaires

Pour le trimestre clos le 31 mars 2011, la société n'a enregistré aucun produit des activités ordinaires, comparativement à des produits des activités ordinaires de 34 000 \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2010. Les produits des activités ordinaires de 2010 avaient été générés par suite de la réalisation réussie du contrat de validation de concept obtenu de la Research, Development and Engineering Command de l'armée des États-Unis d'un montant de 34 000 \$.

Recherche et développement

| | 31 mars 2011 (3 mois) | 31 mars 2010 (3 mois) | Variation |
|--|--------------------------|--------------------------|-----------------------|
| Frais de recherche et de développement | | | |
| Canada | 3 460 000 | 2 562 000 | 898 000 |
| États-Unis | 708 000 | - | 708 000 |
| | <u>4 168 000</u> | <u>2 562 000</u> | <u>1 606 000</u> |
| Subventions et versements relatifs aux contrats de recherche | | | |
| Canada | (333 000) | (382 000) | 49 000 |
| États-Unis | (439 000) | - | (439 000) |
| | <u>(772 000)</u> | <u>(382 000)</u> | <u>(390 000)</u> |
| Crédits d'impôt à la recherche et au développement | | | |
| Canada | (497 000) | (165 000) | (332 000) |
| États-Unis | - | - | - |
| | <u>(497 000)</u> | <u>(165 000)</u> | <u>(332 000)</u> |
| Total | | | |
| Canada | 2 630 000 | 2 015 000 | 615 000 |
| États-Unis | 269 000 | - | 269 000 |
| | <u>2 899 000</u> | <u>2 015 000</u> | <u>884 000</u> |

Les activités de recherche et développement (R&D) ont augmenté de 884 000 \$ pour s'établir à 2 899 000 \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011 comparativement à celui de 2010; de cette augmentation, une tranche de 615 000 \$ se rapporte au Canada et le solde de 269 000 \$, aux États-Unis.

Les frais de R&D ont augmenté de 1 606 000 \$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2011 par rapport au trimestre correspondant de 2010 pour atteindre 4 168 000 \$. L'augmentation de 898 000 \$ des frais de R&D au Canada est principalement reliée à l'étude de phase II pour le vaccin PPV contre la grippe pandémique H5N1 en cours et, à l'étude, la phase I du vaccin contre la grippe saisonnière en cours. Les salaires et avantages du personnel ont été plus élevés (421 000 \$) pour le trimestre clos le 31 mars 2011 comparativement à ceux de 2010 en raison principalement de l'embauche de nouveaux employés dans la seconde moitié de 2010 nécessaires à la préparation et à la production de matériel clinique pour les deux études cliniques. Plus de fournitures de laboratoires et d'analyses (181 000 \$) et de travaux confiés en sous-traitance (161 000 \$) ont également été requis pour réaliser ces activités. La hausse des travaux confiés en sous-traitance s'explique par les travaux liés à la phase II d'essais cliniques pour le vaccin contre la grippe pandémique H5N1 et les travaux liés à la phase I pour le vaccin contre la grippe saisonnière. Quant aux frais de R&D aux États-Unis, ils se sont élevés à 708 000 \$ et se rapportaient au projet de la DARPA entamé en août 2010.

Les subventions et versements relatifs aux contrats de recherche ont augmenté de 390 000 \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011 par rapport à ceux de 2010 pour atteindre 772 000 \$. Cette augmentation s'explique principalement par la comptabilisation dans le compte de résultat de la subvention de 439 000 \$ obtenue de la DARPA aux États-Unis.

Les crédits d'impôt à la recherche et au développement se sont établis à 497 000 \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011, soit 332 000 \$ de plus qu'au trimestre clos le 31 mars 2010. Comme la société n'est plus associée avec Philip Morris International d'un point de vue fiscal, le crédit d'impôt provincial auquel elle a droit est passé de 17,5 % à 37,5 % sur la première tranche de 3 millions de dollars des frais de R&D admissibles, ce qui explique la hausse en 2011.

Frais généraux et administratifs

| | 31 mars 2011 | 31 mars 2010 | Variation |
|--|-------------------------|-------------------------|-----------------------|
| Frais généraux et administratifs, développement des affaires et propriété intellectuelle | | | |
| Canada | 1 067 711 | 1 190 419 | (122 708) |
| États-Unis | 135 266 | - | 135 266 |
| | <u>1 202 977</u> | <u>1 190 419</u> | <u>12 558</u> |
| Rémunération fondée sur des actions | 199 993 | 148 168 | 51 825 |
| Perte de change | 145 224 | (6 742) | 151 966 |
| | <u>1 548 194</u> | <u>1 331 845</u> | <u>216 349</u> |

Les frais généraux et administratifs ont augmenté de 216 000 \$ pour s'établir à 1 548 000 \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011, comparativement à ceux de 2010. Cette augmentation est principalement engendrée par l'accroissement de la rémunération fondée sur des actions (52 000 \$) et par la perte de change (152 000 \$). L'accroissement de la rémunération fondée sur des actions se rapporte à l'émission d'options sur actions à la fin de 2010, tandis que la perte de change découle de l'appréciation de 2,7 %, entre le 1^{er} janvier 2011 et le 31 mars 2011, du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Amortissement des immobilisations corporelles

La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles s'est établie à 225 000 \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011, soit 55 000 \$ de plus que pour le trimestre clos le 31 mars 2010. Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation de l'amortissement des aménagements des locaux (31 000 \$) après la fin des travaux d'amélioration des installations en aval de Québec, survenue à la fin de 2010.

Amortissement des immobilisations incorporelles

La dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles s'est établie à 30 000 \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011, soit 14 000 \$ de plus qu'au trimestre correspondant de 2010, hausse engendrée par une tranche plus importante des coûts de brevets inscrite à l'actif en 2010.

Produits financiers

Les produits financiers se sont élevés à 3 000 \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011, soit 31 000 \$ de moins que pour le trimestre clos le 31 mars 2010. Cette diminution est principalement le résultat de la baisse des produits d'intérêts qui s'explique par la diminution de la trésorerie et des placements à court terme.

Charges financières

Les charges financières se sont chiffrées à 352 000 \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011, soit 75 000 \$ de plus qu'au trimestre clos le 31 mars 2010. Cette augmentation est imputable surtout à la hausse du taux d'intérêt sur la dette à long terme en 2011 par rapport à 2010 (65 000 \$).

Le résultat net consolidé pour le trimestre clos le 31 mars 2011 s'est chiffré à 5 051 000 \$ ou 0,04 \$ par action, avant et après dilution, comparativement à un résultat net de 3 742 000 \$ ou 0,03 \$ par action, avant et après dilution, pour le trimestre clos le 31 mars 2010.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La trésorerie et les placements à court terme étaient de 6,9 millions de dollars au 31 mars 2011, soit une diminution de 1,6 million de dollars depuis le 31 décembre 2010.

Le total de l'actif consolidé était de 20,0 millions de dollars au 31 mars 2011, soit une diminution de 1,3 million de dollars depuis le 31 décembre 2010. Cette diminution s'explique principalement par la baisse de la trésorerie et des placements à court terme.

La dette à long terme s'établissait à 15,7 millions de dollars au 31 mars 2011, soit à peu près le même montant qu'au 31 décembre 2010.

INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE

| | Trimestres clos les | | | |
|--|---------------------|--------------------------------|---------------------------------|----------------------------|
| | 31 mars 2011 | 31 décembre 2010 | 30 septembre 2010 | 30 juin 2010 |
| Produits des activités ordinaires | - | 75 000 \$ | - | - |
| Total des charges, y compris l'impôt différé | (5 051 000 \$) | (4 679 000 \$) | (4 139 000 \$) | (3 998 000 \$) |
| Résultat net | (5 051 000 \$) | (4 604 000 \$) | (4 139 000 \$) | (3 998 000 \$) |
| Résultat de base et diluée par action | (0,04 \$) | (0,04 \$) | (0,03 \$) | (0,03 \$) |
| | 31 mars 2010 | 31 décembre 2009 ¹⁾ | 30 septembre 2009 ¹⁾ | 30 juin 2009 ¹⁾ |
| Produits des activités ordinaires | 34 000 \$ | - | - | - |
| Total des charges, y compris l'impôt différé | (3 777 000 \$) | (3 893 000 \$) | (3 163 000 \$) | (2 794 000 \$) |
| Résultat net | (3 743 000 \$) | (3 893 000 \$) | (3 163 000 \$) | (2 794 000 \$) |
| Résultat de base et diluée par action | (0,03 \$) | (0,04 \$) | (0,03 \$) | (0,03 \$) |

1) Les données de 2009 n'ont pas été retraitées de manière qu'elles reflètent les IFRS. Seules les données de 2010 l'ont été.

Les produits des activités ordinaires peuvent varier de façon significative de trimestre en trimestre. Ils sont de nature non récurrente et sont générés par des accords de licence aussi bien que par des contrats de recherche. Il est également important de noter que les charges passées ne peuvent pas être prises comme indication des charges futures. Le montant des charges et le moment où elles seront engagées de même que la disponibilité des ressources financières peuvent varier substantiellement de trimestre en trimestre, selon le niveau des activités de R&D ou la disponibilité du financement des investisseurs ou des partenaires.

Le changement de stade de développement de la société, soit de la R&D au développement préclinique et clinique pour son vaccin PPV contre la grippe aviaire H5N1, le développement du procédé respectant les normes cGMP et la production des matériaux cliniques pour la phase clinique I en 2009 et la phase II en 2010, les études précliniques pour le vaccin contre la grippe H1N1 et la grippe saisonnière et la production des matériaux de la phase I au quatrième trimestre de 2010 expliquent l'augmentation des charges. Les salaires et avantages du personnel ont augmenté en 2009 et en 2010, et cette augmentation s'explique par l'embauche de nouveaux employés dans la deuxième moitié de 2009 et depuis le début de 2010 pour la réalisation des travaux précliniques et cliniques liés au développement des deux vaccins (PPV contre la grippe aviaire H5N1 et contre la grippe H1N1 et saisonnière). Plus de fournitures de laboratoire et d'analyses, et un nombre plus élevé de contrats de sous-traitance ont également été requis pour l'exécution de ces activités.

LIQUIDITÉ, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

La société avait pour un total de 6,9 millions de dollars de trésorerie et de placements à court terme au 31 mars 2011, soit une diminution de 1,6 million de dollars depuis le 31 décembre 2010. Le fonds de roulement négatif s'établissait à 2,8 millions de dollars au 31 mars 2011, comparativement à un fonds de roulement de 1,7 million de dollars au 31 décembre 2010. Au 31 mars 2011, la dette à long terme de la société s'établissait à 15,7 millions de dollars. Aux termes du contrat d'emprunt de Bio-Lavier, la société doit maintenir un ratio du fonds de roulement d'au moins 1,3 : 1. Les subventions différées sont exclues du calcul de ce ratio. Au 31 mars 2011, ce ratio s'établissait à 3,1 : 1 (3,2 : 1 au 31 décembre 2010).

Les principaux besoins de capitaux de la société comprennent les fonds requis pour ses activités de recherche scientifique et de développement, y compris les essais précliniques et cliniques, et les dépenses en immobilisations pour l'aménagement des installations aux États-Unis de même que le fonds de roulement. Medicago prévoit une augmentation des charges en 2011 étant donné que la société continuera de faire progresser ses programmes. La direction est d'avis que les ressources en capital actuellement à sa disposition combinées avec le produit du placement clôturé le 5 avril 2011, la subvention de la DARPA et la convention de placement de soutien de 10 000 000 \$ (voir note 9 des états financiers) sont adéquates pour financer ses activités prévues pour les douze prochains mois au moins.

Depuis le début de ses activités, la société a comblé ses besoins de trésorerie principalement par l'émission de titres, des crédits d'impôt à la recherche et au développement, du financement gouvernemental, des recouvrements de coûts, des contrats de licence, des contrats de recherche et l'émission de titres d'emprunt à long terme et à court terme garantis par ses crédits d'impôt à la recherche et au développement. La direction prévoit financer ses besoins en capitaux supplémentaires principalement par l'émission de titres ou l'éventuelle monétisation de sa technologie et de ses produits. (Voir la section *FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES – Besoins de financement supplémentaire et accès aux capitaux* de la notice annuelle.)

La variation des flux de trésorerie est répartie ci-dessous en fonction du type d'activités.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

| <i>Flux de trésorerie</i> | Trimestre clos les 31 mars | |
|---|-----------------------------------|-------------|
| | 2011 | 2010 |
| Activités opérationnelles | (1 511 000) | (3 224 000) |
| Activités de financement | 838 000 | 855 000 |
| Activités d'investissement | (1 016 000) | 2 443 000 |
| Effets des variations des cours des monnaies étrangères | 88 000 | - |
| Variation nette de la trésorerie | (1 601 000) | 74 000 |

Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont diminué de 1 713 000 \$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2011 par rapport au trimestre correspondant de 2010 pour atteindre 1 511 000 \$. Cette diminution s'explique principalement par la variation de 3 018 000 \$ des éléments hors trésorerie du fonds de roulement décrite à la note 14a) des états financiers. Ce facteur a été en partie compensé par l'augmentation de 1 180 000 \$ du résultat net, déduction faite des éléments sans effet sur la trésorerie et ses équivalents (ou taux d'érosion du capital), au cours du trimestre clos le 31 mars 2011.

Activités de financement

Pour le trimestre clos le 31 mars 2011, les flux de trésorerie nets liés aux activités de financement se sont chiffrés à 838 000 \$, soit à peu près le même montant qu'en 2010. En 2011, 2 000 000 de bons de souscription pour acquérir des d'actions ordinaires ont été exercés pour un produit de 540 000 \$, et un emprunt bancaire sur les crédits d'impôt a compté pour 308 000 \$ des rentrées nettes. En 2010, 3 443 500 bons de souscription pour acquérir des d'actions ordinaires totalisant un produit de 861 000 \$ avaient été exercés.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement (à l'exclusion des entrées et des sorties de placements à court terme et de dépôts de garantie) ont augmenté de 250 000 \$ pour atteindre 903 000 \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2011 et se rapportaient essentiellement à un accroissement des entrées d'immobilisations incorporelles (408 000 \$), en partie compensé par une diminution de 158 000 \$ des entrées d'immobilisations corporelles.

La société prévoit investir 0,6 million de dollars en 2011 en immobilisations corporelles pour ses activités de fabrication canadiennes et 13,3 millions de dollars à son usine de fabrication américaine relativement à l'entente avec la DARPA. La plus grande partie du financement requis par cette usine est assurée par la subvention de la DARPA.

Utilisation du produit de l'appel public à l'épargne clôturé en août 2010

La société a mené à bien un appel public à l'épargne qui a dégagé un produit net de 6 787 500 \$ en août 2010; le tableau suivant montre l'utilisation faite de ce montant.

| EMPLOI DU PRODUIT | Du 19 août 2010 au 31 mars 2011 | Selon le Prospectus |
|--|------------------------------------|------------------------|
| Programme de partage de coûts avec la DARPA | 2 462 884 \$ | 5 500 000 \$ |
| Besoins généraux et fonds de roulement de l'entreprise | 1 287 500 \$ | 1 287 500 \$ |
| Total | <u>3 750 384 \$</u> | <u>6 787 500 \$</u> |

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Mis à part les changements décrits aux présentes, aucun changement important des obligations contractuelles de la société décrites dans les états financiers audités de 2010 de Medicago n'est intervenu.

Le 31 mars 2011, Medicago USA Inc. a modifié un contrat de location conclu le 10 août 2010. L'augmentation relative aux locaux loués s'élève à 7 060 000 \$ US. Le bail commence en juillet 2011 et se termine en juin 2026 et peut être renouvelé pour cinq ans. L'augmentation des paiements minimaux au titre de la location s'est chiffrée comme suit pour les cinq exercices à venir : 190 000 \$ US en 2011, 385 000 \$ US en 2012, 397 000 \$ US en 2013, 408 000 \$ US en 2014 et 421 000 \$ US en 2015. Par suite de la modification du contrat de location, la société a augmenté le montant de la lettre de crédit en faveur du bailleur, le faisant passer de 337 500 \$ US à 696 000 \$ US.

Aux termes du contrat de location ainsi modifié, la société s'est engagée à verser 8,4 millions de dollars US pour l'achat de matériel qui sera installé dans les locaux loués aux États-Unis. Ce montant devra être payé par Medicago en cinq versements mensuels égaux de 1,674 million de dollars US à compter d'avril 2011.

PERSPECTIVES POUR LE RESTE DE 2011

Nous prévoyons que les frais de R&D vont augmenter en 2011 comparativement à 2010 afin de soutenir les activités suivantes :

- Lancement de la phase I aux États-Unis relativement aux essais cliniques sur le vaccin contre la grippe H1N1 et le vaccin contre la grippe saisonnière et obtention des résultats
- Résultats finaux de la phase II relatifs au vaccin contre la grippe H5N1
- Achèvement de la construction aux États-Unis des installations de qualité commerciale
- Lancement de la phase II des essais cliniques aux États-Unis sur le vaccin trivalent contre la grippe saisonnière au quatrième trimestre
- Signature éventuelle de contrats (gouvernement, entreprises pharmaceutiques)
- Ajout de nouveaux candidats dans le portefeuille de produits (vaccins, enzymes biosimilaires)

Nous croyons que les sorties de fonds ne seront pas linéaires durant l'exercice, mais seront plus élevées dans la seconde moitié de l'exercice en raison des coûts associés aux études cliniques et des activités liées au projet de la DARPA.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES ET ARRANGEMENTS EXCLUS DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Il n'y a eu aucune transaction entre parties liées au cours du trimestre et la société n'est liée par aucun arrangement exclus de l'état de la situation financière au 31 mars 2011.

DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

Au 26 mai 2011, 173 039 702 actions ordinaires étaient émises et en circulation et 8 710 263 options sur actions étaient en cours. Les bons de souscription et les options sur unités en cours au 26 mai 2011 étaient au nombre de 28 288 113 au total.

PRINCIPALES MÉTHODES ET ESTIMATIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à la Norme internationale d'information financière (« IFRS ») applicable à la préparation d'états financiers intermédiaires, à savoir IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Il s'agit des premiers états financiers consolidés intermédiaires de la société présentés conformément aux IFRS; aussi la société explique-t-elle les choix arrêtés aux termes d'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, à la note 17 des états financiers.

La société a appliqué de manière cohérente les mêmes méthodes comptables à son état consolidé de la situation financière d'ouverture en IFRS au 1^{er} janvier 2010 et à toutes les périodes présentées, comme si ces méthodes comptables avaient toujours été en vigueur. La note 17 des états financiers pour le trimestre clos le 31 mars 2011 présente l'incidence du passage aux IFRS sur les capitaux propres consolidés de la société et sur son état consolidé du résultat global, y compris la nature et l'effet des changements importants apportés aux méthodes comptables par rapport à celles ayant servi à la préparation des états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2010. Tout changement subséquent apporté aux IFRS prises en compte dans les états financiers consolidés annuels de la société de l'exercice se terminant le 31 décembre 2011 pourrait donner lieu à un retraitement des états financiers consolidés intermédiaires, y compris en ce qui a trait aux ajustements transitoires comptabilisés au moment du passage aux IFRS.

La description complète des méthodes et des estimations comptables est présentée dans la rubrique correspondante des états financiers de la société pour le trimestre clos le 31 mars 2011.

Les estimations, les hypothèses et les jugements formulés font l'objet d'un examen constant par la société; ils sont fondés sur les résultats passés et sur d'autres facteurs, comme les événements futurs attendus que la société estime raisonnables compte tenu de la conjoncture.

La société formule des estimations, des hypothèses et des jugements qui ont trait à l'avenir. Parmi ces estimations, hypothèses et jugements, ceux qui risquent de nécessiter la comptabilisation d'un ajustement important aux valeurs comptables des actifs et des passifs au cours du prochain exercice sont présentés ci-dessous. Les montants réels pourraient différer de ces estimations.

CHANGEMENTS FUTURS DE MÉTHODES COMPTABLES

En novembre 2009, l'IASB a publié IFRS 9, *Instruments financiers*, qui est une nouvelle norme régissant le classement et l'évaluation des actifs financiers appelée à remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 propose deux méthodes d'évaluation : au coût amorti et à la juste valeur. Tous les instruments de capitaux propres seront évalués à la juste valeur. Les instruments d'emprunt seront évalués au coût amorti, mais seulement si l'entité a pour but de recouvrer les flux de trésorerie contractuels et que ces flux de trésorerie correspondent au principal et aux intérêts. Autrement, ils seront évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Des exigences à l'égard des passifs financiers ont été ajoutées en octobre 2010. Elles reprennent dans l'ensemble les exigences actuelles d'IAS 39, sauf que les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit des passifs désignés comme comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net seront en général comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

En mai 2011, l'IASB a publié cinq nouvelles normes portant sur l'étendue de l'entité présentant l'information financière : IFRS 10, *États financiers consolidés*; IFRS 11, *Partenariats*; IFRS 12, *Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités*; IAS 27, *États financiers individuels*; et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*.

IFRS 10 remplacera toutes les directives relatives au contrôle et à la consolidation d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et de SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. IFRS 10 modifie la définition du contrôle de sorte que les mêmes critères soient appliqués à toutes les entités lors de la détermination de l'entité qui détient le contrôle; la norme met l'accent sur la nécessité pour une entité de détenir à la fois le pouvoir et des rendements variables avant de déclarer qu'il y a contrôle. Le pouvoir est la capacité actuelle de diriger les activités qui influent de manière importante sur les rendements. Les rendements doivent être variables; ils peuvent être positifs, négatifs ou les deux. Une fois renommée, IAS 27 restera une norme, mais ne traitera plus que des états financiers individuels; ses directives demeureront les mêmes.

IFRS 11 définit autrement les accords conjoints et les réduit à deux catégories : les activités conjointes et les coentreprises. Le choix qui existe actuellement permettant la consolidation proportionnelle des entités contrôlées conjointement sera éliminé. La comptabilisation selon la méthode de la mise en équivalence sera obligatoire pour les coentrepreneurs. Les entités qui participent à des activités conjointes comptabiliseront ces dernières d'une manière assez semblable à celle qui est préconisée actuellement pour les actifs conjoints et les activités conjointes.

IFRS 12 établit les informations à fournir par les entités qui présentent leur information financière selon IFRS 10 et IFRS 11; elle remplace les exigences actuellement définies dans IAS 28. IFRS 12 exige d'une entité qu'elle présente de l'information qui aide les lecteurs de ses états financiers à évaluer la nature des participations de l'entité dans des filiales, des entreprises associées, des accords conjoints et des entités structurées non consolidées, de même que les risques et les effets financiers qui en découlent.

Ces nouvelles normes doivent être mises en œuvre pour les périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, l'adoption anticipée étant autorisée. La société n'a pas encore évalué l'incidence de ces normes ni décidé si elle allait les adopter par anticipation.

FACTEURS DE RISQUE ET INCERTITUDES

Aucun changement important n'est survenu dans les facteurs de risque et les incertitudes auxquels Medicago est soumise et qui sont décrits dans le rapport de gestion annuel de 2010 de la société.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la société qui figure dans les états financiers est fiable et conforme aux IFRS. Le chef de la direction et le chef de la direction financière sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles de communication de l'information aux émetteurs. Ils ont établi le système de contrôle interne à l'égard de l'information financière ou l'ont fait établir sous leur supervision dans le but d'obtenir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de la communication de l'information financière et de s'assurer que les états financiers étaient bien préparés conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont évalué si des changements avaient été apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours du trimestre clos le 31 mars 2011 qui auraient eu une incidence significative sur ce contrôle interne, ou auraient été raisonnablement susceptibles d'en avoir une. Leur évaluation n'a repéré aucun changement de cette nature.

Au nom de la direction,

(Signé)

Pierre Labbé, CA

Vice-président et chef de la direction financière

(Signé)

Andrew J. Sheldon

Président et chef de la direction

Le 26 mai 2011

Medicago Inc.

États financiers consolidés intermédiaires résumés
(non audité)

31 mars 2011 et 2010
(en dollars canadiens)

Medicago Inc.

États consolidés intermédiaires de la situation financière (non audité)

| | 31 mars 2011 \$ | 31 décembre 2010 \$ | 1 ^{er} janvier 2010 \$ |
|---|-----------------------|---------------------------|---------------------------------------|
| Actif | | | |
| Actif courant | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 1 815 194 | 3 415 700 | 228 039 |
| Placements à court terme (note 6) | 5 133 066 | 5 105 371 | 14 105 198 |
| Débiteurs | 452 333 | 323 554 | 337 838 |
| Crédits d'impôt à l'investissement à recevoir | 3 276 938 | 3 424 937 | 2 097 274 |
| Charges payées d'avance | 37 406 | 265 065 | 96 848 |
| | <u>10 714 937</u> | <u>12 534 627</u> | <u>16 865 197</u> |
| Actif non courant | | | |
| Dépôts de garantie | 490 240 | 385 677 | 50 000 |
| Immobilisations corporelles | 6 621 833 | 6 500 848 | 4 941 092 |
| Immobilisations incorporelles | 2 128 976 | 1 891 375 | 974 045 |
| | <u>19 955 986</u> | <u>21 312 527</u> | <u>22 830 334</u> |
| Passif | | | |
| Passif courant | | | |
| Emprunts bancaires (note 7) | 908 000 | 600 000 | 600 000 |
| Créditeurs et charges à payer | 2 511 449 | 3 243 142 | 2 301 518 |
| Subventions différées relatives à un contrat de recherche (note 8) | 9 981 307 | 6 955 589 | 340 203 |
| Partie courante de la dette à long terme | 66 269 | 72 538 | 83 862 |
| | <u>13 467 025</u> | <u>10 871 269</u> | <u>3 325 583</u> |
| Passif non courant | | | |
| Dette à long terme | 15 664 400 | 15 599 743 | 15 404 017 |
| | <u>29 131 425</u> | <u>26 471 012</u> | <u>18 729 600</u> |
| Capitaux propres (déficit) | | | |
| Capital social (note 9) | 54 341 621 | 53 605 485 | 48 660 207 |
| Surplus d'apport | 8 067 236 | 8 067 236 | 1 554 679 |
| Autres composantes des capitaux propres | | | |
| Régime d'options sur actions (note 10a) | 1 960 141 | 1 760 148 | 1 118 258 |
| Options d'achat d'unités | 483 125 | 483 125 | 399 536 |
| Bons de souscription (note 10b) | 3 641 306 | 3 837 442 | 8 919 515 |
| Déficit | (78 092 225) | (73 040 873) | (56 557 000) |
| Cumul des autres éléments du résultat global | 423 357 | 128 952 | 5 539 |
| | <u>(9 175 439)</u> | <u>(5 158 485)</u> | <u>4 100 734</u> |
| Total des capitaux propres | | | |
| | <u>19 955 986</u> | <u>21 312 527</u> | <u>22 830 334</u> |

Engagement (note 15)

Événement postérieur à la date de clôture (note 16)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Approuvé par le conseil d'administration,

_____, administrateur

_____, administrateur

Medicago Inc.

État consolidé intermédiaire des variations des capitaux propres (non audité)

| | Capital social \$ | Surplus d'apport \$ | Régime d'options sur actions \$ | Options d'achat d'unités \$ | Bons de souscription \$ | Déficit \$ | Cumul des autres éléments du résultat global \$ | Total \$ |
|--|-------------------------|---------------------------|--|--------------------------------------|-------------------------------|---------------|--|-------------|
| Solde au 1^{er} janvier 2011 | 53 605 485 | 8 067 236 | 1 760 148 | 483 125 | 3 837 442 | (73 040 873) | 128 952 | (5 158 485) |
| Résultat net de la période | - | - | - | - | - | (5 051 352) | - | (5 051 352) |
| Autres éléments du résultat global pour la période | - | - | - | - | - | - | 294 405 | 294 405 |
| Total du résultat global | - | - | - | - | - | (5 051 352) | 294 405 | (4 756 947) |
| Transactions avec les propriétaires | | | | | | | | |
| Bons de souscription exercés | 736 136 | - | - | - | (196 136) | - | - | 540 000 |
| Rémunération fondée sur des actions | - | - | 199 993 | - | - | - | - | 199 993 |
| | 736 136 | - | 199 993 | - | (196 136) | - | - | 739 993 |
| Solde au 31 mars 2011 | 54 341 621 | 8 067 236 | 1 960 141 | 483 125 | 3 641 306 | (78 092 225) | 423 357 | (9 175 439) |
| Solde au 1^{er} janvier 2010 | 48 660 207 | 1 554 679 | 1 118 258 | 399 536 | 8 919 515 | (56 557 000) | 5 539 | 4 100 734 |
| Résultat net de la période | - | - | - | - | - | (3 742 389) | - | (3 742 389) |
| Autres éléments du résultat global pour la période | - | - | - | - | - | - | 922 | 922 |
| Total du résultat global | - | - | - | - | - | (3 742 389) | 922 | (3 741 467) |
| Transactions avec les propriétaires | | | | | | | | |
| Émission de capital social | 1 072 076 | - | - | - | - | - | - | 1 072 076 |
| Rémunération fondée sur des actions | - | - | 148 168 | - | - | - | - | 148 168 |
| Rémunération fondée sur des actions dont les droits sont perdus | - | 13 586 | (13 586) | - | - | - | - | - |
| Bons de souscription exercés | - | - | - | - | (211 201) | - | - | (211 201) |
| Bons de souscription échus | - | 3 971 | - | - | (3 971) | - | - | - |
| | 1 072 076 | 17 557 | 134 582 | - | (215 172) | - | - | 1 009 043 |
| Solde au 31 mars 2010 | 49 732 283 | 1 572 236 | 1 252 840 | 399 536 | 8 704 343 | (60 299 389) | 6 461 | 1 368 310 |

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Medicago Inc.

Comptes consolidés intermédiaires de résultat
Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010
(non audité)

| | 2011 | 2010 |
|--|--------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Produits des activités ordinaires | | |
| Produits tirés des contrats de recherche | - | 34 345 |
| Charges opérationnelles | | |
| Frais de recherche et développement | 2 898 994 | 2 015 214 |
| Frais généraux et frais d'administration | 1 548 194 | 1 331 845 |
| Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles | 224 589 | 170 372 |
| Dotation à l'amortissement des immobilisations incorporelles | 30 336 | 16 219 |
| Produits financiers (note 11) | (3 041) | (33 696) |
| Charges financières (note 11) | 352 280 | 276 780 |
| | <u>5 051 352</u> | <u>3 776 734</u> |
| Résultat net de la période | <u>(5 051 352)</u> | <u>(3 742 389)</u> |
| Résultat de base et dilué par action (note 13) | <u>(0,04)</u> | <u>(0,03)</u> |

États consolidés intermédiaires du résultat global
Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010
(non audité)

| | 2011 | 2010 |
|---|--------------------|--------------------|
| | \$ | \$ |
| Résultat net de la période | <u>(5 051 352)</u> | <u>(3 742 389)</u> |
| Autres éléments du résultat global | | |
| Profit latent sur les placements disponibles à la vente | 28 175 | 3 377 |
| Reclassement dans le résultat net de l'exercice du profit sur les placements disponibles à la vente réalisé au moment de la vente | (1 372) | (2 455) |
| Différences de conversion | 267 602 | - |
| Total des autres éléments du résultat global | <u>294 405</u> | <u>922</u> |
| Résultat global de la période | <u>(4 756 947)</u> | <u>(3 741 467)</u> |

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Medicago Inc.

Tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie
Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010
(non audité)

| | 2011 \$ | 2010 \$ |
|--|--------------------|--------------------|
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles | | |
| Perte de la période | (5 051 352) | (3 742 389) |
| Éléments sans incidence sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie | | |
| Charge de rémunération fondée sur des actions | 199 993 | 148 168 |
| Dotation aux amortissements | 254 925 | 186 591 |
| Amortissements des charges différées | 29 375 | 29 375 |
| Profit réalisé sur les placements disponibles à la vente | (1 372) | (2 455) |
| Intérêts inscrits à l'actif au titre de la dette à long terme | 38 890 | 30 832 |
| | <u>(4 529 541)</u> | <u>(3 349 878)</u> |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 14a) | <u>3 018 317</u> | <u>125 865</u> |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, montant net | <u>(1 511 224)</u> | <u>(3 224 013)</u> |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | |
| Emprunts bancaires contractés | 908 000 | - |
| Versements sur les emprunts bancaires | (600 000) | - |
| Versements sur la dette à long terme | (9 877) | (5 787) |
| Exercice de bons de souscription | 540 000 | 860 875 |
| | <u>838 123</u> | <u>855 088</u> |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement, montant net | <u>838 123</u> | <u>855 088</u> |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | |
| Acquisition de placements à court terme | (118 520) | (2 745 745) |
| Cession de placements à court terme | 119 000 | 5 841 777 |
| Dépôt de garantie | (113 000) | - |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | (379 211) | (537 188) |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles | (523 676) | (116 102) |
| | <u>(1 015 407)</u> | <u>2 442 742</u> |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, montant net | <u>(1 015 407)</u> | <u>2 442 742</u> |
| Effet des variations des cours de change sur la trésorerie | <u>88 002</u> | <u>-</u> |
| Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | <u>(1 600 506)</u> | <u>73 817</u> |
| Trésorerie et des équivalents de trésorerie au début de la période | <u>3 415 700</u> | <u>228 039</u> |
| Trésorerie et des équivalents de trésorerie à la fin de la période | <u>1 815 194</u> | <u>301 856</u> |
| Intérêts versés | 284 012 | 215 805 |

Information supplémentaire (note 14b)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

1 Informations générales

Medicago Inc. (la « société ») est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Depuis qu'elle a entrepris ses activités, elle s'est consacrée presque exclusivement à la recherche et au développement. Medicago est une société de biotechnologie au stade clinique qui se concentre sur la mise au point de vaccins reposant sur ses technologies de fabrication exclusives à base de particules pseudo-virales en vue d'une commercialisation future.

La société est constituée en société par actions et domiciliée au Canada, et ses actions sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto, sous le symbole MDG-T.

L'adresse du siège social de la société est 1020, route de l'Église, bureau 600, Québec (Québec) Canada, G1V 3V9.

2 Base d'établissement et adoption des IFRS

La société établit ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, tels qu'ils sont énoncés dans le *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (« Manuel de l'ICCA »). En 2010, le Manuel de l'ICCA a été remanié pour y inclure les Normes internationales d'information financière et il exige que les entreprises ayant une obligation d'information du public appliquent ces normes pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La société a donc commencé à présenter son information conformément à ce référentiel comptable dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés. Dans les présents états financiers, les PCGR du Canada s'entendent des PCGR du Canada avant l'adoption des IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément aux IFRS applicables pour l'établissement d'états financiers intermédiaires, notamment IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*. Sauf pour certains choix liés à la transition présentés à la note 17, la société a appliqué uniformément les mêmes méthodes comptables dans son état de la situation financière d'ouverture en IFRS au 1^{er} janvier 2010 et pour toutes les périodes présentées, comme si ces méthodes avaient toujours été appliquées. La note 17 contient de l'information sur l'incidence du passage aux IFRS sur la situation financière de la société, sa performance financière et ses flux de trésorerie, y compris la nature et l'effet des principaux changements de méthodes comptables par rapport à celles utilisées dans les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les méthodes appliquées pour les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés reposent sur les IFRS publiées et en vigueur au 26 mai 2011, date à laquelle le conseil d'administration a approuvé les états financiers. Les éventuelles modifications apportées aux IFRS après cette date, qui seront appliquées dans les états financiers consolidés annuels de la société pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2011, pourraient donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés intermédiaires, y compris des ajustements transitoires comptabilisés au moment du basculement aux IFRS.

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels de la société établis conformément aux PCGR du Canada pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, lesquels sont jugés essentiels à la compréhension des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés. La note 18 présente l'information liée aux IFRS pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 qui n'est pas fournie dans les états financiers annuels de 2010.

3 Méthodes comptables significatives

Base d'évaluation

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés selon la base du coût historique, sauf en ce qui concerne la réévaluation des instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

Consolidation

Les états financiers consolidés de la société intègrent les états financiers de toutes ses filiales, à savoir Medicago R&D Inc., 9177-4083 Québec Inc., 9177-4265 Québec Inc., Fiducie Financière Medicago et Medicago USA Inc. Les transactions, soldes et profits et pertes latents intragroupe sont éliminés lors de la consolidation. Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées, au besoin, de manière qu'elles cadrent avec celles adoptées par la société.

Les filiales sont les entités (y compris les entités ad hoc) que la société contrôle parce qu'elle a le pouvoir de diriger leurs politiques financières et opérationnelles. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui peuvent actuellement être exercés ou convertis sont pris en compte pour évaluer si la société contrôle une autre entité. Les comptes des filiales sont intégralement consolidés à compter de la date à laquelle la société obtient le contrôle, et ils cessent de l'être à compter de la date à laquelle la société cesse d'avoir ce contrôle.

Conversion des monnaies étrangères

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments des états financiers de chacune des entités de la société sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation de la société.

Les états financiers des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle de la société (les « établissements à l'étranger ») sont convertis en dollars canadiens de la façon suivante : actifs et passifs – au cours de clôture à la date de l'état de la situation financière; produits et charges – au cours moyen pour la période (considéré comme une approximation raisonnable des taux réels). Toutes les variations qui en résultent sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global comme montant cumulé des différences de conversion.

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

Transactions et soldes

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le cours de change en vigueur à la date des transactions. En général, les écarts de change découlant du règlement de transactions en monnaies étrangères et de la conversion, aux cours de change en vigueur à la date de clôture, des actifs et des passifs monétaires libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle de l'établissement sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Informations sectorielles

La société gère ses activités en fonction d'un seul secteur à présenter. Les secteurs opérationnels présentés rendent compte de la manière dont l'information de gestion est présentée au principal décideur opérationnel.

Actifs financiers

Classement des actifs financiers selon IAS 39

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie ont expiré ou ont été transférés et que la société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif transféré.

La société classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes, selon les fins pour lesquelles elle a acquis les instruments : actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, prêts et créances et placements disponibles à la vente. La direction détermine le classement au moment de la comptabilisation initiale.

a) Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif et ne sont pas détenus aux fins de négociation. Ils sont inclus dans l'actif courant, sauf si la durée à courir jusqu'à leur échéance est de plus de 12 mois à compter de la date de clôture, auquel cas ils sont inclus dans l'actif non courant. Les prêts et créances comprennent la trésorerie, les dépôts à terme, les subventions à recevoir, les intérêts et autres montants à recevoir et le dépôt de garantie.

b) Placements disponibles à la vente

Les placements disponibles à la vente sont les instruments financiers non dérivés qui sont désignés dans cette catégorie ou qui ne sont classés dans aucune des autres catégories. Ils sont inclus dans l'actif non courant, sauf s'ils viennent à échéance dans les 12 mois ou si la direction prévoit s'en départir dans les 12 mois. Les placements disponibles à la vente comprennent les équivalents de trésorerie et les placements à court terme sous forme de titres négociés sur un marché actif.

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

Comptabilisation et évaluation selon IAS 39

Les prêts et créances sont initialement comptabilisés à la juste valeur, majorée des coûts de transaction, et sont ultérieurement comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les placements disponibles à la vente sont initialement comptabilisés à la juste valeur, majorée des coûts de transaction, et sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Les profits et les pertes découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Les achats et les ventes normalisés d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de la transaction, soit la date à laquelle la société s'engage à acheter ou à vendre l'actif.

Les produits d'intérêts provenant des placements disponibles à la vente sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comptabilisés dans les produits d'intérêts, dans le compte de résultat. Les dividendes sur les instruments de capitaux propres disponibles à la vente sont comptabilisés en résultat dans les autres profits et pertes dès qu'est établi le droit de la société d'en recevoir le paiement. Lorsqu'un placement disponible à la vente est vendu ou déprécié, le montant cumulé des profits ou pertes est transféré du cumul des autres éléments du résultat global au compte de résultat, et intégré aux autres profits et pertes.

Passifs financiers

Les passifs financiers comptabilisés au coût amorti, qui comprennent les emprunts bancaires, les créditeurs et charges à payer et la dette à long terme, sont initialement comptabilisés à la juste valeur, déduction faite des coûts de transaction engagés, et sont ultérieurement comptabilisés au coût amorti. Toute différence entre le produit (après déduction des coûts de transaction) et la valeur de rachat est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée de l'emprunt, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les passifs financiers sont classés dans le passif courant, sauf si la société dispose d'un droit inconditionnel de différer le règlement du passif pour au moins 12 mois après la date de clôture.

Compensation des instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans l'état de la situation financière lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Dépréciation d'actifs financiers

À chaque date de clôture, la société évalue s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier. S'il existe une telle indication, la société comptabilise une perte de la valeur de la façon suivante :

- a) Actifs financiers comptabilisés au coût amorti : La perte de valeur correspond à la différence entre le coût amorti du prêt ou de la créance et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument. La valeur comptable de l'actif financier est réduite de ce montant soit directement, soit par l'utilisation d'un compte de correction de valeur.

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

- b) Actifs financiers disponibles à la vente : La perte de valeur correspond à la différence entre le coût initial de l'actif et sa juste valeur à la date d'évaluation, moins toute perte de valeur comptabilisée antérieurement dans le compte de résultat. Ce montant représente la perte cumulée dans le cumul des autres éléments du résultat global qui est reclassée en résultat net.

Les pertes de valeur sur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont reprises au cours de périodes ultérieures si le montant de la perte diminue et que la diminution peut être objectivement reliée à un événement survenant après la comptabilisation de la perte de valeur. Les pertes de valeur sur des instruments de capitaux propres disponibles à la vente ne sont pas reprises.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les frais qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les éléments de coût ultérieurs sont compris dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, s'il y a lieu, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'élément iront à la société et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'une immobilisation remplacée est décomptabilisée lors du remplacement. Les frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle ils ont été engagés.

Les principales catégories d'immobilisations corporelles sont amorties selon le mode d'amortissement linéaire sur leur durée d'utilité estimée, de la façon suivante :

| | Période et taux d'amortissement |
|---------------------------|--|
| Unité de production | 20 ans |
| Améliorations locatives | Durée du bail |
| Matériel informatique | 3 ans |
| Équipement de laboratoire | 8 ans |
| Mobilier de bureau | 8 ans |

La société ventile le montant initialement comptabilisé pour une immobilisation corporelle en ses parties significatives et amortit séparément chacune de ces parties. Les valeurs résiduelles, le mode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revus chaque année et ajustés au besoin.

Les profits ou les pertes découlant de la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit à la valeur comptable de l'actif et sont présentés dans les autres profits et pertes dans le compte de résultat.

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

Actifs détenus en vertu de contrats de location-acquisition

Les contrats de location qui confèrent à la société pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien sont comptabilisés comme des contrats de location-acquisition. Au moment où elle conclut un contrat de location-acquisition, la société comptabilise un actif, de même que l'obligation qui en découle. Les actifs acquis en vertu de contrats de location-acquisition sont amortis selon leur durée d'utilité estimée, aux mêmes taux que les autres actifs similaires.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles de la société comprennent les licences, les brevets et les logiciels à durée d'utilité déterminée. Ces actifs sont immobilisés et amortis dans le compte de résultat selon le mode d'amortissement linéaire sur leur durée d'utilité attendue, de la façon suivante :

| | Période d'amortissement |
|-----------|------------------------------------|
| Licences | 20 ans |
| Brevets | 20 ans |
| Logiciels | 3 ans |

Les dépenses liées aux activités de développement qui ne satisfont pas aux conditions reconnues justifiant le report ainsi que les dépenses liées aux activités de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont engagées. Les frais de développement qui satisfont aux conditions reconnues justifiant le report sont inscrits à l'actif et amortis par voie d'imputation au résultat sur la période de réalisation des avantages estimée. La société n'avait pas différé de frais de développement au 31 mars 2011, au 31 décembre 2010 ou au 1^{er} janvier 2010.

Dépréciation des actifs non financiers

Les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles font l'objet de tests de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Aux fins de la détermination de leurs valeurs recouvrables, les actifs sont regroupés au plus bas niveau de regroupement pour lequel les flux de trésorerie identifiables sont indépendants des flux de trésorerie d'autres groupes d'actifs (« unités génératrices de trésorerie » ou « UGT »). La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (soit la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif de l'UGT concerné). La perte de valeur comptabilisée correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable.

La société évalue les pertes de valeur qui pourraient faire l'objet de reprises lorsque les événements ou les circonstances le justifient.

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

Subventions publiques

Les subventions sont comptabilisées selon la méthode de la réduction du coût. Selon cette méthode, les subventions sont comptabilisées en réduction des charges ou des dépenses en immobilisations correspondantes dans l'exercice au cours duquel ces charges ou ces dépenses en immobilisations sont engagées, pourvu qu'il existe une assurance raisonnable que la subvention sera obtenue.

Si une subvention est reçue avant que les dépenses correspondantes n'aient été engagées, la subvention est comptabilisée à titre de subvention différée jusqu'à ce que les dépenses en question soient engagées.

Crédits d'impôt pour la recherche et le développement

La société a droit à des crédits d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental (les « crédits d'impôt RS&DE ») accordés par le gouvernement fédéral du Canada et le gouvernement de la province de Québec.

Les crédits d'impôt RS&DE et les subventions connexes sont comptabilisés selon la méthode de la réduction du coût. Selon cette méthode, les crédits d'impôt et les subventions sont comptabilisés en réduction des charges ou des dépenses en immobilisations correspondantes dans l'exercice au cours duquel ces charges ou ces dépenses en immobilisations sont engagées, pourvu qu'il existe une assurance raisonnable que le crédit d'impôt ou la subvention sera obtenu.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et ses équivalents sont constitués des fonds en caisse, des montants déposés auprès de banques et d'autres placements à court terme très liquides dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

Capital social

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions d'options sont comptabilisés en réduction des capitaux propres, déduction faite de l'impôt sur le produit de l'émission.

Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque la société a une obligation actuelle, juridique ou implicite résultant d'événements passés et qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Aucune provision n'est comptabilisée au titre des pertes opérationnelles futures.

Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision correspond à la valeur actuelle des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation, calculée au moyen d'un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation. L'augmentation de la provision attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée comme une charge d'intérêts.

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

Créditeurs

Les créditeurs représentent des montants à payer au titre de biens ou de services qui ont été reçus de fournisseurs dans le cours normal de l'activité. Les créditeurs sont classés dans le passif courant si le paiement est exigible dans les 12 mois (ou à l'intérieur du cycle normal d'exploitation si celui-ci est plus long). Autrement, ils sont inclus dans le passif non courant.

Les créditeurs sont comptabilisés initialement à la juste valeur et sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Produits des activités ordinaires

En général, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques iront à la société et que le montant peut être établi de façon fiable. Les produits des activités ordinaires comprennent la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre de services rendus dans le cours normal des activités du groupe.

Les produits des activités ordinaires liés aux contrats de recherche concernent des accords d'étape et sont comptabilisés lorsque les jalons sont atteints et sur acceptation par le client. En vertu de ces contrats, les paiements reçus d'avance sont comptabilisés à titre de produits différés à l'état de la situation financière et, ensuite, à titre de produits des activités ordinaires lorsque les jalons sont atteints et sur acceptation par le client. Les produits des activités ordinaires provenant des contrats de recherche sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'avancement.

Les contrats de licence en vigueur prévoient généralement des paiements forfaitaires uniques (des avances) et des paiements d'étape. Les produits des activités ordinaires liés à ces accords de prestations multiples sont attribués aux différents éléments selon leur juste valeur relative. La contrepartie reçue est répartie entre les différentes unités de comptabilisation en fonction de la juste valeur de chaque unité ou selon la méthode du montant résiduel, et les critères de comptabilisation des produits des activités ordinaires applicables sont considérés séparément pour chacune des unités de comptabilisation.

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats de licence, lesquels représentent des paiements non remboursables reçus lors de l'exécution des contrats de licence, sont comptabilisés à titre de produits des activités ordinaires au moment de l'exécution de ces contrats lorsqu'il n'existe aucune obligation de rendement futur significative pour la société et que leur encaissement est assuré. Les avances reçues au début des contrats de licence ne sont pas comptabilisées à titre de produits des activités ordinaires lorsqu'elles sont reçues, mais sont amorties selon l'état d'avancement du projet de recherche et de développement concerné. L'état d'avancement d'un projet est déterminé en estimant la période ou le nombre d'heures total qui devrait être nécessaire pour terminer le projet par rapport au temps déjà consacré au projet à la date où l'estimation est formulée, de façon à en arriver à une estimation du pourcentage des produits des activités ordinaires déjà gagnés.

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

Paiements fondés sur des actions

La société attribue des options sur actions à certains membres du personnel. Les options sur actions sont acquises sur une durée de trois ans (à raison de 33 1/3 % par année), et elles expirent au bout de 10 ans. Chaque tranche d'une attribution est considérée comme une attribution séparée ayant sa propre période d'acquisition des droits et sa propre juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur de chacune des tranches est évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation des options Black-Scholes. La charge de rémunération est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits de la tranche selon le nombre d'options attribuées qui devraient être acquises, et vient accroître le surplus d'apport. Le nombre d'options attribuées devant être acquises est révisé au moins une fois par an, et toute incidence est comptabilisée immédiatement.

L'effet de toute condition de service est exclu du calcul de la juste valeur. La charge totale est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits, c'est-à-dire la période au terme de laquelle toutes les conditions d'acquisition des droits spécifiées ont été remplies. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la société révisé son estimation du nombre d'options pour lesquelles il est prévu que les droits seront acquis. Elle comptabilise l'incidence de la révision de l'estimation initiale, le cas échéant, dans le compte de résultat, en apportant un ajustement correspondant aux capitaux propres.

La trésorerie reçue en contrepartie de l'émission d'actions à l'exercice des options sur actions ainsi que les coûts de rémunération correspondants, le cas échéant, sont portés au crédit du capital social (à la valeur nominale), déduction faite des coûts de transaction directement attribuables, s'il en est.

4 Normes comptables publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur

Norme internationale d'information financière 9, *Instruments financiers* (IFRS 9)

IFRS 9, publiée en novembre 2009, renferme des dispositions applicables aux actifs financiers. Elle porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et remplace les catégories multiples et les modèles d'évaluation énoncés dans IAS 39 pour les instruments de créance par un nouveau modèle d'évaluation mixte comportant seulement deux catégories : coût amorti et juste valeur par le biais du résultat net. IFRS 9 remplace aussi les modèles pour l'évaluation des instruments de capitaux propres, ces instruments étant comptabilisés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque de tels instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un remboursement du placement. Cependant, les autres profits et pertes (y compris les pertes de valeur) associés à ces instruments demeurent indéfiniment dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Les dispositions applicables aux passifs financiers ont été ajoutées en octobre 2010, et elles correspondent essentiellement aux dispositions énoncées dans IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, à l'exception du fait que les variations de la juste valeur des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net attribuables au risque de crédit seraient généralement comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

En mai 2011, l'IASB a publié un ensemble de cinq normes portant sur le concept d'entité publiante, soit IFRS 10, *États financiers consolidés*, IFRS 11, *Partenariats*, IFRS 12, *Informations à fournir sur les*

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

participations dans d'autres entités, IAS 27, États financiers individuels, et IAS 28, Participations dans des entreprises associées et des coentreprises.

IFRS 10 remplace toutes les dispositions précédentes relatives au contrôle et à la consolidation énoncées dans IAS 27, *États financiers individuels*, et dans la SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. IFRS 10 vient modifier la définition du contrôle et propose une définition unique de la notion de contrôle, qui se caractérise par le fait de détenir le pouvoir sur l'entité et d'être exposé ou de détenir des droits à des rendements variables de cette entité. Le pouvoir s'entend de la capacité de diriger les activités d'une façon qui puisse considérablement influencer sur les rendements. Les rendements doivent varier et peuvent être positifs ou négatifs, ou les deux. La norme IAS 27 révisée demeure une norme portant exclusivement sur les états financiers individuels et ses dispositions sont inchangées.

IFRS 11 vient modifier la définition d'un accord conjoint de façon à ce qu'elle n'englobe que deux types d'accords : les activités conjointes et les coentreprises. Aux termes de cette norme, la méthode de la consolidation proportionnelle n'est plus permise pour comptabiliser les entités contrôlées conjointement, et le recours à la méthode de la mise en équivalence est obligatoire pour tous les participants à une coentreprise. Les entités prenant part à des activités conjointes utiliseront une méthode de comptabilisation très similaire à celle qui s'applique actuellement aux actifs conjoints ou aux activités conjointes.

IFRS 12 établit les exigences en matière d'informations à fournir s'appliquant aux entités assujetties aux dispositions d'IFRS 10 et d'IFRS 11, remplaçant de ce fait les exigences d'information énoncées dans IAS 28. Aux termes d'IFRS 12, les entités doivent fournir de l'information qui aide les utilisateurs des états financiers à évaluer la nature, les risques et l'incidence financière des participations de l'entité dans des filiales, des entreprises associées, des accords conjoints et des entités structurées non consolidées.

Ces normes s'appliqueront aux périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 et leur adoption anticipée est autorisée. La société n'a pas encore évalué l'incidence de ces normes ni déterminé si elle les adoptera par anticipation.

5 Estimations et jugements comptables critiques

La société fait des estimations et pose des hypothèses relatives à des événements futurs qui, par définition, correspondent rarement aux résultats réels. Les estimations et jugements qui suivent sont ceux à l'égard desquels il existe un risque important qu'ils donnent lieu à des ajustements significatifs des valeurs comptables des actifs et des passifs.

Des estimations significatives doivent généralement être formulées aux fins du calcul des produits des activités ordinaires, des frais de recherche et de développement et de la charge de rémunération fondée sur des actions, de même qu'aux fins de la détermination des actifs et passifs d'impôt différé et des pertes de valeur des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles. Les estimations sont fondées sur l'expérience passée, s'il y a lieu, ainsi que sur diverses autres hypothèses jugées raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels pourraient être différents des estimations.

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

La nature des activités de la société est telle que plusieurs des transactions desquelles elle tire des produits des activités ordinaires comportent plusieurs étapes. En effet, les contrats générateurs de produits de la société peuvent comprendre plusieurs composantes, dont la réalisation survient à différents moments. La société est également partie à des ententes qui requièrent des paiements forfaitaires uniques et des paiements d'étape, lesquels peuvent devoir être versés sur une longue période. Ces ententes peuvent aussi prévoir des obligations futures. Les produits des activités ordinaires ne sont comptabilisés que lorsque, de l'avis de la direction, les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété ont été transférés ou que les obligations prévues ont été remplies. Ainsi, dans le cas de certaines transactions, des entrées de trésorerie peuvent être initialement comptabilisées à titre de produits différés, puis être comptabilisées en résultat au cours de périodes ultérieures, une fois que toutes les conditions précisées dans l'entente ont été remplies.

La société comptabilise ses contrats de recherche et ses contrats de licence selon la méthode du pourcentage d'avancement. L'examen de ces ententes requiert diligence et jugement de la part de la direction. Dans le cas de certaines ententes, des entrées de trésorerie peuvent être initialement comptabilisées à titre de produits différés, puis être comptabilisées en résultat au cours de périodes ultérieures en fonction de l'atteinte des jalons prévus, s'ils sont fondamentaux.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement se composent de frais directs et indirects. La société comptabilise les frais liés aux essais cliniques sur la base des travaux réalisés, ce qui exige une estimation du total des coûts engagés à la lumière des études déjà réalisées. Tout au long de la période des essais cliniques, et jusqu'à ce que ceux-ci aient été menés à bien, la société passe en revue les dépenses engagées afin de déterminer si elle doit les inscrire à l'actif.

La totalité des dépenses liées aux activités de développement qui ne satisfont pas aux conditions reconnues justifiant le report ainsi que les dépenses liées aux activités de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont engagées. Les frais de développement qui satisfont aux conditions reconnues justifiant le report sont inscrits à l'actif et amortis par voie d'imputation au résultat sur la période de réalisation des avantages estimée. La société n'avait pas différé de frais de développement au 31 mars 2011, au 31 décembre 2010 ni au 1^{er} janvier 2010.

Rémunération fondée sur des actions et autres paiements fondés sur des actions

La société a établi un régime d'options sur actions, qui est décrit à la note 10 annexe aux états financiers consolidés intermédiaires résumés. La société recourt à la méthode fondée sur la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions attribuées. La juste valeur des options sur actions est établie au moyen du modèle d'évaluation des options Black-Scholes, lequel requiert la formulation de certaines hypothèses, notamment à l'égard de la volatilité future du cours de l'action et de la durée de vie attendue des instruments.

La durée de vie attendue des instruments est estimée en fonction de leur durée de vie contractuelle. La volatilité attendue est estimée d'après la volatilité historique du cours de l'action de la société sur une période équivalente à la durée de vie contractuelle.

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

Impôt sur le résultat, aide publique et crédits d'impôt

La société comptabilise l'impôt sur le résultat selon la méthode du report variable. Selon cette méthode, des actifs et des passifs d'impôt différé sont comptabilisés à l'état de la situation financière au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués au moyen des taux d'impôt dont l'application est attendue au moment où l'actif d'impôt sera réalisé ou le passif d'impôt sera réglé. L'incidence des modifications des taux d'impôt est comptabilisée dans l'exercice au cours duquel les nouveaux taux entrent en vigueur. Au besoin, une réduction de valeur est comptabilisée pour ramener la valeur des actifs d'impôt à un montant dont la réalisation est plus probable qu'improbable. Au moment d'estimer la probabilité de réalisation des actifs d'impôt différé, la direction évalue s'il est plus probable qu'improbable qu'une portion ou la totalité des actifs d'impôt différé sera réalisée. Ultimement, la réalisation des actifs d'impôt différé dépend de la réalisation d'un bénéfice imposable futur.

Si la société détermine qu'elle pourra réaliser ses actifs d'impôt, elle en rajustera le montant et ajustera le résultat de la période au cours de laquelle elle en arrive à ce constat.

De plus, la société a le droit de recevoir une aide publique sous la forme de crédits d'impôt et de subventions pour la recherche. Le montant de cette aide publique est porté en réduction des dépenses correspondantes et du coût de l'actif acquis. Des crédits d'impôt sont accordés pour les dépenses de recherche et de développement admissibles, lesquelles comprennent les frais directs et indirects, ainsi qu'un montant raisonnable de frais généraux. Les subventions sont attribuées sous réserve du respect des termes et conditions des ententes connexes. L'aide gouvernementale est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la société a rempli les exigences du programme de subvention approuvé ou, pour ce qui est des crédits d'impôt, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'ils seront réalisés.

La société n'avait comptabilisé aucun crédit d'impôt non remboursable au 1^{er} janvier 2010, au 31 décembre 2010 ou au 31 mars 2011.

Dépréciation d'actifs à durée d'utilité déterminée

Les actifs sont soumis à un test de dépréciation à chaque date de clôture. S'il existe un indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est alors estimée. Des facteurs comme une modification de l'utilisation prévue d'une unité de production ou de pièces d'équipement de laboratoire, ou encore la présence ou l'absence d'une désuétude technique, pourraient entraîner une réduction de la durée d'utilité des actifs ou donner lieu à une perte de valeur. La perte de valeur comptabilisée, le cas échéant, correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité.

La direction a déterminé qu'aucune dépréciation n'était nécessaire ni au 1^{er} janvier 2010, ni au 31 décembre 2010, ni au 31 mars 2011.

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

6 Placements à court terme

Les placements à court terme comprennent ce qui suit :

| | 31 mars 2011 | 31 décembre 2010 | 1^{er} janvier 2010 |
|---|-------------------------|-----------------------------|--|
| | \$ | \$ | \$ |
| Fonds du marché monétaire | 1 004 973 | 1 001 866 | 1 256 713 |
| Obligations et billets à escompte échéant dans les 12 mois | 3 728 093 | 3 703 505 | 3 248 485 |
| Dépôt à terme portant intérêt à des taux annuels allant de 1,55 % à 1,71 %, échéant dans les 12 mois | 400 000 | 400 000 | 9 600 000 |
| | <u>5 133 066</u> | <u>5 105 371</u> | <u>14 105 198</u> |

7 Emprunts bancaires

| | 31 mars 2011 | 31 décembre 2010 | 1^{er} janvier 2010 |
|--|-------------------------|-----------------------------|--|
| | \$ | \$ | \$ |
| Emprunts bancaires portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,75 % par an, garantis par un dépôt à terme de 113 000 \$ | <u>908 000</u> | <u>600 000</u> | <u>600 000</u> |

Aux termes de la convention d'emprunt, la société s'est engagée à respecter un ratio du fonds de roulement supérieur à 1,3 : 1. Au 31 mars 2011, le ratio du fonds de roulement de la société s'établissait à 3,1 : 1. Ce ratio est calculé compte non tenu des subventions différées relatives aux contrats de recherche.

8 Subventions différées relatives aux contrats de recherche

| | 31 mars 2011 | 31 décembre 2010 | 1^{er} janvier 2010 |
|------------|-------------------------|-----------------------------|--|
| | \$ | \$ | \$ |
| CQDM i) | 20 992 | 245 812 | 340 203 |
| PVS ii) | 416 900 | 268 970 | - |
| DARPA iii) | 9 543 415 | 6 440 807 | - |
| | <u>9 981 307</u> | <u>6 955 589</u> | <u>340 203</u> |

- i) La société est autorisée à recevoir une subvention du Consortium québécois sur la découverte du médicament (« CQDM ») d'un montant pouvant atteindre 1,77 M \$. Pour la période close le 31 mars 2011, la société n'a reçu aucune somme à cet égard (somme de 243 374 \$ en 2010). Un montant de

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

224 820 \$ (370 736 \$ en 2010) est présenté comme subventions et contributions au titre des contrats de recherche.

- ii) Le 13 octobre 2010, la société est devenue admissible à recevoir une subvention de PATH Vaccine Solutions (« PVS ») d'un montant pouvant atteindre 940 892 \$ (946 000 \$ US). Pour la période close le 31 mars 2011, la société a reçu une somme de 242 850 \$ (250 000 \$ US), dont une tranche de 94 920 \$ est présentée comme subventions et contributions au titre des contrats de recherche.
- iii) Le 10 août 2010, la société a obtenu un financement de 21 M\$ US de la Defense Advanced Research Projects Agency (« DARPA »). Pour la période close le 31 mars 2011, la société a reçu une somme de 3,541 M\$ (3,812 M\$ US), dont une tranche de 438 504 \$ (444 967 \$ US) est présentée comme subventions et contributions au titre des contrats de recherche.

9 Capital social

Le capital social autorisé de la société se compose de ce qui suit :

Un nombre illimité d'actions, sans valeur nominale, des catégories suivantes :

Actions ordinaires, avec droit de vote et de participation

Actions préférentielles, assorties des droits, des privilèges et des conditions qu'aura établis le conseil d'administration avant leur émission

Le capital social émis a varié comme suit :

| | Trimestre clos le 31 mars 2011 | | Exercice clos le 31 décembre 2010 | |
|--|-----------------------------------|------------|--------------------------------------|------------|
| | Nombre | \$ | Nombre | \$ |
| Actions ordinaires | | | | |
| Solde au début de l'exercice | 136 922 102 | 53 605 485 | 114 771 690 | 48 660 207 |
| Actions émises en guise de paiement de frais d'engagement | - | - | 154 393 | 67 162 |
| Actions émises dans le cadre d'un appel public à l'épargne | - | - | 18 518 520 | 4 802 771 |
| Actions émises par suite de l'exercice de bons de souscription | 2 000 000 | 736 136 | 3 453 500 | 1 078 244 |
| Actions émises par suite de l'exercice d'options sur actions | - | - | 23 999 | 7 864 |
| Réévaluation des bons de souscription | - | - | - | (110 508) |
| Frais d'émission* | - | - | - | (900 255) |
| Solde à la fin de l'exercice | 138 922 102 | 54 341 621 | 136 922 102 | 53 605 485 |

* Les frais d'émission ont été répartis entre les actions ordinaires et les bons de souscription au prorata de leur juste valeur.

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

Convention de placement de soutien

Le 13 mai 2010, Medicago a conclu une convention de placement d'actions de soutien (la « convention de soutien ») avec YA Global Master SPV Ltd. (« YA Global »), fonds géré par Yorkville Advisors, LLC. Conformément aux modalités de la convention de soutien, Medicago aura, de temps à autre au cours d'une période de 36 mois commençant à la date de conclusion de la convention de soutien, le droit de vendre à YA Global et d'émettre en sa faveur des actions ordinaires de Medicago, que YA Global s'engage à acheter d'elle, pour une contrepartie totale maximale de 10 M\$, au moment où Medicago effectuera un prélèvement. Le montant maximal de tout prélèvement correspondra au montant le moins élevé entre 500 000 \$ et le solde du montant de l'engagement. Le prix d'achat des actions ordinaires émises en vertu de la convention de soutien sera le montant correspondant à i) 95 % du cours quotidien moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires à la date d'achat si ce cours quotidien moyen est égal ou supérieur à 0,20 \$; ii) 92,5 % du cours quotidien moyen des actions ordinaires si ce cours quotidien moyen est égal ou supérieur à 0,15 \$ mais inférieur à 0,20 \$; et iii) 90 % du cours quotidien moyen des actions ordinaires si ce cours moyen quotidien est égal ou supérieur à 0,10 \$ mais inférieur à 0,15 \$.

10 Autres composantes des capitaux propres

a) Régime d'options sur actions

Le tableau ci-dessous résume les changements survenus à l'égard des options sur actions depuis le 1^{er} janvier 2010 :

| | Trimestre clos le 31 mars 2011 | | Exercice clos le 31 décembre 2010 | |
|--|-----------------------------------|--|--------------------------------------|--|
| | Nombre | Prix d'exercice moyen pondéré \$ | Nombre | Prix d'exercice moyen pondéré \$ |
| En circulation au début de la période | 8 757 693 | 0,51 | 7 091 592 | 0,55 |
| Attribuées | 37 500 | 0,53 | 2 067 646 | 0,47 |
| Exercées | - | - | (23 999) | 0,20 |
| Annulées par renonciation | - | - | (68 987) | 0,39 |
| Échues | (70 147) | 1,11 | (308 559) | 1,11 |
| En circulation à la fin de la période | 8 725 046 | 0,51 | 8 757 693 | 0,51 |
| Options exerçables à la fin de la période | 4 913 700 | 0,53 | 3 963 860 | 0,60 |

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

Le tableau ci-dessous résume l'information sur les options sur actions en circulation et exerçables au 31 mars 2011 :

| Prix d'exercice | Options sur actions en circulation | | | Options sur actions exerçables | |
|-------------------|------------------------------------|--|----------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|
| | Nombre | Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (en mois) | Prix d'exercice moyen pondéré \$ | Nombre | Prix d'exercice moyen pondéré \$ |
| 0,20 \$ | 1 985 317 | 33 | 0,20 | 1 322 774 | 0,20 |
| 0,355 \$ | 1 420 000 | 33 | 0,355 | 1 305 001 | 0,355 |
| 0,37 \$ à 0,47 \$ | 1 876 320 | 106 | 0,45 | 149 116 | 0,37 |
| 0,52 \$ à 0,66 \$ | 1 281 128 | 54 | 0,60 | 783 320 | 0,62 |
| 0,72 \$ | 1 213 193 | 105 | 0,72 | 404 401 | 0,72 |
| 1,00 \$ à 1,11 \$ | 797 000 | 5 | 1,00 | 797 000 | 1,00 |
| 1,68 \$ | 152 088 | 3 | 1,68 | 152 088 | 1,68 |
| | 8 725 046 | 58 | 0,51 | 4 913 700 | 0,53 |

Hypothèses utilisées aux fins de la détermination de la charge de rémunération fondée sur des actions

Le tableau ci-dessous présente les hypothèses moyennes pondérées utilisées pour déterminer la charge de rémunération fondée sur des actions selon le modèle d'évaluation des options Black-Scholes.

| | Trimestre clos le 31 mars 2011 \$ | Exercice clos le 31 décembre 2010 \$ |
|--|-----------------------------------|--------------------------------------|
| Dividendes attendus | Néant | Néant |
| Volatilité attendue | 111,1 % | 116,42 % |
| Taux d'intérêt sans risque | 2,86 % | 2,49 % |
| Durée de vie attendue (en années) | 5 | 5 |
| Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du marché à la date d'attribution (\$) | 0,53 | 0,39 |
| Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées à un prix supérieur au cours du marché à la date d'attribution (\$) | - | 0,34 |

La charge de rémunération fondée sur des actions s'est établie à 199 993 \$ pour la période close le 31 mars 2011 (148 108 \$ en 2010).

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

b) Bons de souscription

Le tableau ci-dessous résume les changements survenus à l'égard des bons de souscription depuis le 1^{er} janvier 2010 :

| | Trimestre clos le 31 mars 2011 | | Exercice clos le 31 décembre 2010 | |
|--|-----------------------------------|--|--------------------------------------|--|
| | Nombre | Prix d'exercice moyen pondéré \$ | Nombre | Prix d'exercice moyen pondéré \$ |
| En circulation et exerçables au début de la période | 18 159 586 | 0,53 | 60 628 946 | 0,49 |
| Attribués aux souscripteurs dans le cadre d'un appel public à l'épargne | - | - | 13 888 890 | 0,50 |
| Attribués aux placeurs pour compte aux termes de la convention de soutien | - | - | 200 000 | 0,50 |
| Exercés | (2 000 000) | 0,27 | (3 453 500) | 0,25 |
| Échus | - | - | (53 104 750) | 0,41 |
| En circulation et exerçables à la fin de la période | 16 159 586 | 0,56 | 18 159 586 | 0,53 |

Le tableau ci-dessous résume l'information sur les bons de souscription en circulation et exerçables au 31 mars 2011 :

| Prix d'exercice | Nombre | Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (en années) |
|-----------------|------------|---|
| 0,50 \$ | 14 088 890 | 4,33 |
| 0,70 \$ | 643 877 | 0,10 |
| 1,12 \$ | 1 426 819 | 0,42 |
| | 16 159 586 | 3,82 |

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

11 Produits financiers et charges financières

| | Trimestre clos le 31 mars 2011 \$ | Trimestre clos le 31 mars 2010 \$ |
|--|--|--|
| Produits financiers | | |
| Profit à la vente de placements disponibles à la vente | (1 372) | (2 455) |
| Produits d'intérêts | (1 669) | (31 241) |
| | <hr/> | <hr/> |
| Charges financières | | |
| | (3 041) | (33 696) |
| | <hr/> | <hr/> |
| Intérêts sur la dette à long terme | 294 597 | 229 700 |
| Intérêts et charges bancaires | 28 308 | 17 705 |
| Dotation à l'amortissement des frais de financement différés | 29 375 | 29 375 |
| | <hr/> | <hr/> |
| | 352 280 | 276 780 |
| | <hr/> | <hr/> |

12 Informations sectorielles

La société exerce ses activités en fonction d'un seul secteur opérationnel, soit la recherche et le développement de vaccins. La quasi-totalité des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles de la société se trouvent au Canada.

Les produits des activités ordinaires pour la période ont été répartis en fonction de l'emplacement géographique où la vente a été réalisée et ont tous été générés au Canada. Pour le trimestre clos le 31 mars 2010, la totalité des produits des activités ordinaires proviennent d'un seul client.

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

13 Résultat par action

Le résultat par action ordinaire se calcule en divisant le résultat net de la période attribuable aux porteurs de titres de capitaux propres de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

| | Trimestre clos le 31 mars 2011 \$ | Trimestre clos le 31 mars 2010 \$ |
|---|--|--|
| Résultat net attribuable aux porteurs de titres de capitaux propres de la société | 5 051 352 | 3 742 389 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation | 138 144 324 | 115 742 201 |
| Résultat net de base par action ordinaire | <u>0,04</u> | <u>0,03</u> |

Le tableau qui suit présente le rapprochement entre le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation et le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation utilisé aux fins du calcul du résultat dilué par part.

| | Trimestre clos le 31 mars 2011 \$ | Trimestre clos le 31 mars 2010 \$ |
|--|--|--|
| Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation | 138 144 324 | 115 742 201 |
| Effet dilutif des options sur actions | 1 979 405 | 1 386 313 |
| Effet dilutif des bons de souscription | 365 715 | 11 480 649 |
| Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation | <u>140 489 444</u> | <u>128 609 613</u> |

Un total de 3 811 346 options sur actions (3 327 621 en 2010) et de 2 070 696 bons de souscription (10 120 696 en 2010) ont été exclus du calcul du résultat dilué ci-dessus, du fait que leur prix d'exercice était supérieur au cours moyen des actions ordinaires pour l'exercice.

Pour les trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010, le résultat net dilué par action a été le même que le résultat net de base par action, du fait que l'effet dilutif des options sur actions et des bons de souscription n'a pas été pris en compte dans le calcul; sinon, l'effet aurait été antidilutif. En conséquence, le résultat dilué par action pour ces périodes a été calculé au moyen du nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation.

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

14 Information financière incluse dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie

a) Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement

| | Trimestre clos le 31 mars 2011 \$ | Trimestre clos le 31 mars 2010 \$ |
|---|--|--|
| Débiteurs | (128 783) | (16 753) |
| Crédits d'impôt à l'investissement à recevoir | 147 999 | (165 241) |
| Charges payées d'avance | 224 390 | 46 586 |
| Créditeurs et charges à payer | (436 470) | 388 635 |
| Subventions différées relatives aux contrats de recherche | 3 211 181 | (127 362) |
| | <u>3 018 317</u> | <u>125 865</u> |

b) Information supplémentaire sur les éléments sans incidence sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie

| | Trimestre clos le 31 mars 2011 \$ | Trimestre clos le 31 mars 2010 \$ |
|--|--|--|
| Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les créditeurs et charges à payer | 33 637 | - |
| Acquisitions d'immobilisations incorporelles incluses dans les créditeurs et charges à payer | 255 739 | - |

15 Engagement

Le 31 mars 2011, Medicago USA Inc. a modifié un bail signé le 10 août 2010, augmentant de ce fait de 7 060 000 \$ US les paiements locatifs prévus. Le bail révisé, qui entre en vigueur en juillet 2011 et vient à échéance en juin 2026, est assorti d'une option de renouvellement de cinq ans. L'augmentation des versements minimaux exigibles au titre de ce bail pour les cinq prochains exercices s'établit comme suit : 190 000 \$ US en 2011, 385 000 \$ US en 2012, 397 000 \$ US en 2013, 408 000 \$ US en 2014 et 421 000 \$ US en 2015. Après la signature du bail révisé, la société a augmenté le montant de la lettre de crédit émise en faveur du bailleur, le faisant passer de 337 500 \$ US à 696 000 \$ US.

Dans le cadre de cette modification, la société s'est engagée à verser 8,4 M\$ US pour de l'équipement devant être installé dans ses installations situées aux États-Unis. Ce montant devra être payé par Medicago en cinq versements mensuels égaux de 1,674 M\$ US, le premier étant exigible en avril 2011.

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

16 Événement postérieur à la date de clôture

Le 5 avril 2011, la société a conclu un placement dans le cadre duquel elle a émis 34 117 600 unités au prix de 0,51 \$ chacune, pour un produit brut de 17 399 976 \$. Chaque unité se compose d'une action ordinaire et d'un quart de bon de souscription d'actions ordinaires. Chaque bon de souscription entier peut être exercé au prix de 0,75 \$ pendant la période de 24 mois suivant la date de clôture du placement.

17 Passage aux IFRS

Les présents états financiers intermédiaires consolidés résumés de la société ont été établis conformément aux IFRS. Il s'agit des premiers états financiers consolidés de la société établis selon IAS 34 et IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*. La date de passage aux IFRS de la société est le 1^{er} janvier 2010 (la « date de transition »). La société a établi son état de la situation financière d'ouverture en IFRS à cette date.

L'effet de la transition aux IFRS pour la société est résumé dans la présente note de la façon suivante :

- a) Exemptions et exceptions à l'application rétrospective intégrale des IFRS appliquées par la société;
- b) Rapprochement entre les IFRS et les PCGR du Canada;
- c) Notes explicatives sur les différences de méthodes comptables significatives entre les PCGR du Canada et les IFRS.

a) Exemptions et exceptions à l'application rétrospective intégrale des IFRS appliquées par la société

La société a appliqué les exceptions et les exemptions transitoires suivantes à l'application rétrospective intégrale des IFRS :

| Exemptions | Tel qu'il est décrit à la note 17c) |
|----------------------------------|--|
| Paiements fondés sur des actions | i |

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

b) Rapprochement entre les IFRS et les PCGR du Canada

Les rapprochements présentés ci-dessous quantifient l'effet de la transition des PCGR du Canada aux IFRS sur les capitaux propres, le résultat net et le résultat global pour chacune des périodes indiquées.

1. Rapprochement des capitaux propres

| | Note 17c) | 31 mars 2010 \$ | 31 décembre 2010 \$ | 1 ^{er} janvier 2010 \$ |
|--|--------------|-----------------------|---------------------------|---------------------------------------|
| Total des capitaux propres selon les PCGR du Canada | | 1 368 310 | (5 158 485) | 4 100 734 |
| Rémunération fondée sur des actions | | | | |
| Déficit | ii | (195 502) | (302 024) | (161 814) |
| Régime d'options sur actions | ii | 195 502 | 302 024 | 161 814 |
| Total des capitaux propres selon les IFRS | | <u>1 368 310</u> | <u>(5 158 485)</u> | <u>4 100 734</u> |

2. Rapprochement de l'état du résultat global

| | | <u>Exercice clos le 31 décembre 2010</u> | | |
|---|--------------|--|---|--------------------------|
| | Note 17c) | Résultat net \$ | Autres éléments du résultat global \$ | Résultat global \$ |
| Selon les PCGR du Canada | | 16 343 663 | (123 413) | 16 220 250 |
| Charge de rémunération fondée sur des actions | ii | 140 210 | - | 140 210 |
| Selon les IFRS | | <u>16 483 873</u> | <u>(123 413)</u> | <u>16 360 460</u> |

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

| | | Trimestre clos le 31 mars 2010 | | |
|---|-------------|---------------------------------------|--------------------|-----------------|
| | Note | Résultat net | Autres | Résultat |
| | 17c) | \$ | éléments du | global |
| | | | résultat | global |
| | | | global | \$ |
| | | | \$ | |
| Selon les PCGR du Canada | | 3 708 701 | (922) | 3 707 779 |
| Charge de rémunération fondée sur des actions | ii | 33 688 | - | 33 688 |
| Selon les IFRS | | 3 742 389 | (922) | 3 741 467 |

3. Rapprochement du tableau des flux de trésorerie

Le passage des PCGR du Canada aux IFRS n'a pas eu d'incidence significative sur les flux de trésorerie générés par la société.

c) Notes explicatives sur les différences de méthodes comptables significatives entre les PCGR du Canada et les IFRS

Exemptions permises par IFRS 1

- i) IFRS 1 encourage l'application des dispositions d'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, aux instruments de capitaux propres attribués le 7 novembre 2002 ou avant cette date, mais permet également aux entités de n'appliquer ces dispositions qu'aux instruments de capitaux propres attribués après le 7 novembre 2002 dont les droits n'avaient pas encore été acquis à la date de transition. La société a choisi de se prévaloir de cette exemption permise par IFRS 1 et a appliqué les dispositions d'IFRS 2 à tous les instruments de capitaux propres attribués après le 1^{er} janvier 2006 dont les droits n'avaient pas encore été acquis à sa date de transition.

Évaluation

- ii) Selon les IFRS, les entités doivent formuler une estimation des attributions pour lesquelles il est prévu que les droits deviendront acquis et réviser cette estimation si des informations ultérieures indiquent qu'il est probable que les renoncations réelles différeront de l'estimation initiale. Selon les PCGR du Canada, les renoncations doivent être comptabilisées à mesure qu'elles surviennent. De plus, aux termes d'IFRS 2, chaque tranche d'une attribution dont les droits sous-jacents sont acquis graduellement doit être considérée comme une attribution séparée ayant sa propre période d'acquisition des droits et sa propre juste valeur et doit être comptabilisée sur cette base. Par conséquent, la société a ajusté sa charge de rémunération fondée sur des actions pour tenir compte de cette différence de méthode de comptabilisation.

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

Autres changements de méthodes comptables

iii) Instruments financiers

Le dépôt à terme et le dépôt de garantie ne sont plus classés comme des instruments financiers disponibles à la vente, mais plutôt comme des prêts et créances. En conséquence, ils sont initialement comptabilisés à la juste valeur, majorée des coûts de transaction, et sont ultérieurement comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ce reclassement n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés comme des prêts et créances, tandis qu'ils étaient classés comme des instruments détenus à des fins de négociation selon les PCGR du Canada. Ce reclassement n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers.

18 Autres informations liées aux IFRS pour l'exercice clos le 31 décembre 2010

a) Rémunération des principaux dirigeants

Le tableau qui suit résume les éléments de la rémunération des principaux dirigeants :

| | Exercice clos le 31 décembre 2010 \$ |
|--|---|
| Salaires et avantages à court terme du personnel | 1 604 548 |
| Paiements fondés sur des actions | 371 487 |
| | <hr/> |
| | 1 976 035 |
| | <hr/> |

Medicago Inc.

Notes annexes

Trimestres clos les 31 mars 2011 et 2010

(non audité)

b) Classement des charges par nature

| | Exercice clos le 31 décembre 2010 \$ |
|---|---|
| Subventions et contributions pour la recherche | (1 036 384) |
| Crédits d'impôt pour la recherche et le développement | (1 327 663) |
| Autres frais de recherche et de développement | 7 983 256 |
| Charges au titre des avantages du personnel (note 18c) | 7 720 986 |
| Frais généraux, frais d'administration, frais d'expansion des affaires et frais liés à la propriété intellectuelle | 2 752 930 |
| Dotations à l'amortissement des immobilisations corporelles | 406 643 |
| Dotations à l'amortissement des immobilisations incorporelles | 89 746 |
| Charges financières | 1 077 840 |
| | <hr/> |
| | 17 667 354 |
| | <hr/> |

c) Avantages du personnel

| | Exercice clos le 31 décembre 2010 \$ |
|--|---|
| Traitements et salaires | 7 076 032 |
| Rémunération fondée sur des actions attribuée aux administrateurs et aux membres du personnel | 644 954 |
| | <hr/> |
| | 7 720 986 |
| | <hr/> |

